

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

35 HEURES, CAMPAGNE ANTI-FONCTIONNAIRES, RETRAITES

Une offensive du gouvernement de gauche contre toute la classe ouvrière

Un rapport de l'inspection des finances sur le temps de travail des fonctionnaires, commandé par le gouvernement Jospin, vient d'être présenté à la presse sous prétexte d'information "pour les 35 heures". C'est à l'évidence le coup d'envoi d'une campagne qui vise à faire passer une attaque en règle contre les employés du secteur public au moyen d'une véritable entreprise de division de toute la classe ouvrière.

Une campagne bien ficelée

Cette fois, la gauche a mis le paquet. Premier acte : il y a un an, elle "commande" un rapport sur le temps de travail pour que ses experts disent ce qu'on attend qu'ils disent. Deuxième acte : début février, on organise des "fuites" pour la presse. Enfin, on présente le rapport officiellement, avec en soutien massif la grosse artillerie : journaux écrits, télévisés, radiodiffusés, ressassent à tue-tête la terrible "vérité" soigneusement peaufinée dans les cercles du pouvoir "socialiste", "écologiste" et "communiste" : "Le casse-tête des fonctionnaires", "Le défi de Jos-

pin", "C'est la première agression frontale du gouvernement contre les fonctionnaires". Evidemment, à grands coups de sondages pour bien visser le message dans les têtes de ceux du "privé", mais aussi des chômeurs et de tous ces exclus que la bourgeoisie sait si bien fabriquer en masse, à grands coups de statistiques traficotées dans tous les sens, on dénonce sans vergogne à la vindicte populaire ces fonctionnaires qui ne sont que des "privilegiés", des "nantis", des "protégés", carrément des "parasites" qui bouffent la richesse du pays et se paient en prime des retraites de nabab.

Cette campagne, à répétition depuis que la gauche a pris les rênes du pouvoir dans les années 80, a donc une puissance et une tonalité "exemplaires", allant crescendo. Le discours d'aujourd'hui dépasse ainsi largement les provocations d'un Juppé en août 1995 sur la "mauvaise graisse" dans la Fonction publique ou même les déclarations mordantes d'Allègre sur le "mammoth" de l'Education nationale.

Depuis le début février, ça n'arrête pas. Il faut voir à la télévision tous ces

"experts" (fonctionnaires payés par l'Etat et grassement) discourir, en "ne voulant blesser personne", sur le "poids" du service public en France, et on parle d'autres rapports, plus ou moins confidentiels, sur les sureffectifs d'une Fonction publique pléthorique, des régimes de retraite impossibles à tenir.

L'enjeu est de taille pour la gauche plurielle, car cette offensive précisément dirigée contre les salariés de ce secteur va servir d'exemple mais aussi de baromètre pour doser l'accélération de la pression dans tous les secteurs.

Pour l'Etat, il s'agit d'accentuer sa politique de rigueur :

- diminuer ou supprimer les primes qui, souvent, constituent une part importante du salaire ;
- supprimer des postes en aggravant les conditions de travail avec des contrôles accrus et une augmentation de la productivité ;
- démanteler les régimes spéciaux des retraites, en continuité avec le plan Juppé et les aligner sur le secteur privé. Le projet de plan envisageant l'augmentation à 42,5 années le temps de

travail nécessaire pour accéder aux droits à la retraite est un élément supplémentaire de cette attaque, et de taille ;

- généraliser la précarité et le temps partiel sous couvert de "plus grande souplesse" (rappelons que l'Etat, avec la droite comme avec la gauche, est déjà, et depuis longtemps, un gros employeur de personnel précaire : une personne sur cinq, des "contractuels" de toutes sortes, sans la moindre sécurité de l'emploi et souvent payés de moitié).

Les syndicats vont préparer le terrain pour faire passer l'attaque

L'attaque va être d'une ampleur rarement égalée contre cette fraction centrale de la classe ouvrière que représente le secteur public. Et il faut être clair : à travers les attaques contre les prolétaires exploités directement par l'Etat, de gauche comme de droite, c'est tout le prolétariat qui est visé, sans aucune distinction.

Les travailleurs du service public ne pourront quant à eux que réagir face à ces attaques. Et c'est là que cette cam-

pagne risque de miner par avance le terrain de classe de la riposte ouvrière. Son but central est de diviser à tout prix. Il faut que les autres travailleurs, que les chômeurs voient les fonctionnaires comme une des causes de leurs problèmes et toute grève des fonctionnaires comme une grève des gens "non solidaires", accrochés comme des sangsues à leurs privilèges. Même si on connaît la grossièreté de ce genre "d'arguments" (1), aujourd'hui la bourgeoisie met le paquet pour leur donner une crédibilité aux yeux de tous.

Pour mener à bien les objectifs de cette campagne, celle-ci doit se compléter par le travail de sape des syndicats. Ce travail va, entre autre, prendre comme axe le corporatisme. Les syndicats vont chercher à mobiliser certaines catégories de fonctionnaires "contre les projets du gouvernement" pour les enfermer encore plus dans leur secteur. En écho au discours sur les "privilèges", les syndicats vont renforcer l'esprit "serviteur de l'Etat" (2), de "défense du service public à la française", etc. Il est donc important d'éclaircir ce que signifie le "corporatisme", car c'est le terme que la bourgeoisie elle-même utilisera pour stigmatiser les salariés du secteur public lorsqu'ils vont réagir aux mesures qui vont leur tomber dessus. Il va sans dire que les révolutionnaires salueront et soutiendront ces réactions et ces mouvements de lutte. Par contre, le corporatisme tel que le définit le mouvement ouvrier, c'est-à-dire l'attitude qui consiste à mettre systématiquement en avant ce qui différencie une partie de la classe ouvrière d'une autre, ce qui "valorise" une fraction de celle-ci par rapport à une autre en tant que force de travail pour justifier des revendications particularistes, devra

(SUITE PAGE 4)

(SUITE PAGE 6)

CONFÉRENCE DE RAMBOUILLET SUR LE KOSOVO

USA, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Russie... Tous ces "champions de la paix" sont les premiers fauteurs de guerre

Le sommet de Rambouillet sur le Kosovo n'aura constitué qu'une sinistre fumisterie. C'est le sommet lui-même qui a été commenté hypocritement dans tous les médias comme une nouvelle tentative "humanitaire" et désintéressée des grandes puissances pour "rétablir la paix" entre les parties serbes et kosovares, "afin de sauver des milliers de vies humaines". C'est l'intervention de l'OTAN et l'escalade militaire qu'elle sous-tend, avec la décision de porter les effectifs en Yougoslavie de 1800 à 8000 hommes dans les semaines à venir, qui sont cyniquement présentées comme l'embryon d'une future "force de paix" qui devrait compter jusqu'à 30 000 hommes, dont 2200 à 4000 GI's américains. Contrairement au discours officiel, une

telle dépense d'énergie diplomatique et un tel déploiement de moyens militaires ne constituent pas les ingrédients d'une paix future, mais expriment au contraire l'existence d'antagonismes croissants entre grandes puissances impérialistes pour la mainmise sur cette région stratégique.

Ces antagonismes traversent le Groupe de contact -constitué avec le prétendu objectif de sauver la paix en ex-Yougoslavie- qui est composé de l'Allemagne, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Russie. Aussi l'objectif réel de chacun de ces pays est-il de faire en sorte que les accords conclus ne soient pas à son détriment. C'est cette réalité que traduisent clairement les agisse-

ments et déclarations des diplomates à propos du conflit en cours.

Les Etats-Unis n'ont pas été les derniers à clamer leur indignation devant les exactions serbes à l'encontre des villageois kosovars : "Il y a quatre semaines, le monde a été choqué par des images d'atrocités, de morts. Il n'y a aucune justification possible pour ce qui s'est passé à Racak", déclarait le diplomate américain, William Walker, chef de la mission de vérification au Kosovo (cité par *Le Monde* du 13 février). Mais depuis des mois que des exactions sont commises et alimentent la suspense autour d'une intervention de l'OTAN décidée par les Etats-Unis, celle-ci n'a toujours pas eu lieu. Même si l'ex-Yougoslavie ne constitue pas, comme

l'Irak, le champ de tir favori des Etats-Unis, des frappes aériennes contre les positions serbes sont tout à fait à leur

Dans ce numéro

Grève de la mission locale de Toulouse :

Oui, la classe ouvrière peut lutter en dehors des syndicats p. 2

LO/LCR : les trotskistes "pacsent" pour pousser les ouvriers vers les urnes p. 2

Congrès de la CGT : derrière la "rénovation", un nouveau dispositif antiouvrier .. p. 3

35 heures : gouvernement, patronat, syndicats, tous complices p. 3

Crise économique : le prolétariat paie la note de l'aggravation de la crise p. 4

Histoire du PCF (XI) : 1989-1999, le stalinisme reconverti, encore et toujours contre la classe ouvrière p. 5

Jean Malaquais p. 6

Mars 1919, fondation de l'Internationale Communiste

Manifeste de l'IC aux prolétaires du monde entier p. 8

GREVE DES EMPLOYÉS DE LA "MISSION LOCALE" DE TOULOUSE

Oui, la classe ouvrière peut lutter en dehors des syndicats et s'opposer à leurs sabotages

La classe dominante s'alarme beaucoup actuellement de l'état de santé des syndicats et elle voudrait bien faire passer le faible taux de syndicalisation en France pour la manifestation d'une faiblesse de la classe ouvrière. La vérité, c'est que les syndicats sont des armes... de la bourgeoisie et de son Etat et que ce n'est pas de ces organes professionnels du sabotage des luttes que la classe ouvrière peut tirer sa force, bien au contraire. C'est ce que montre l'exemple de la grève qui s'est déroulée le mois dernier à la mission locale de Toulouse. Toute minoritaire qu'ait été cette expérience, elle constitue une manifestation de la capacité de la classe ouvrière à prendre en mains ses luttes en ne comptant que sur ses propres forces. En cela elle montre l'avenir et la voie à suivre.

Du 18 janvier au soir au vendredi 22 janvier, une grève a éclaté à la "mission locale" de Toulouse (1). La quasi-totalité des 55 salariés décidait ce mouvement pour lutter contre la dégradation de leurs conditions de travail, la menace de suppressions de postes et pour exiger des effectifs supplémentaires pour faire face aux dispositifs de traitement social du chômage que leur impose de gérer sans vergogne l'Etat. La

colère des employés est profonde, d'autant plus qu'un tiers du personnel est en contrat précaire: CES, CEC, Emplois-Jeune, CDD, etc.

Dans l'après-midi du 18 janvier, le directeur rend compte des orientations du bureau des employeurs (composé de la mairie de Toulouse, du conseil général, du préfet et autres administrations de l'Etat, en fait, de toute la classe

politique, qu'elle soit de droite ou de la gauche plurielle): il n'y a pas d'argent pour garder les employés en CDD, ni pour créer des postes supplémentaires, mais l'ensemble des membres du bureau s'engage à chercher des subventions d'ici le mois de mars. En attendant, pour mieux diviser le personnel, un accord d'entreprise qui entre en vigueur au 1er janvier représente 80 à 250 F d'augmentation pour les plus bas salaires.

L'organisation et le contrôle de la lutte par les ouvriers

Immédiatement, l'ensemble des salariés se réunit en assemblée générale et la colère commence à s'exprimer. La majorité des employés parle du mépris des politiciens du Bureau à leur rencontre et même ceux dont les salaires vont être augmentés ne voient dans ce geste qu'une aumône.

L'AG décide alors la grève. L'ensemble des employés décide qu'il fallait commencer le plus nombreux possible ce mouvement et le finir le moment venu aussi nombreux. C'est l'AG qui devait être souveraine dans les décisions à prendre. C'est l'AG des salariés qui devait garder le contrôle de la lutte et chacun avait le droit de s'exprimer, afin que les décisions adoptées soient prises par le plus grand nombre de grévistes et non pas par tel ou tel individu.

La première décision collective est de fermer tous les sites d'accueil au public, en placardant des affiches sur les revendications décidées par l'ensemble. Plusieurs grévistes interviennent sur la nécessité de construire un rapport de forces et pour cela de ne pas rester isolés. Ils évoquent la grève des postiers d'un quartier de Toulouse (le Mirail) qui se battent pour des problèmes identiques. La question de l'extension du mouvement est donc posée ouvertement, même s'il n'y a pas homogénéité dans la façon de la mettre en oeuvre: faut-il étendre au secteur où l'on travaille ou bien chercher la solidarité vers d'autres secteurs? Elle est, en tout cas, clairement posée dès le lendemain dans le tract que produit l'assemblée générale du 19 janvier: *"Nous sommes conscients que de plus en plus de salariés sont confrontés à ce type de problèmes et nous vous invitons à être solidaires et à nous rejoindre dans notre action."*

Le 20 janvier, face à la désinformation répandue par les médias, qui présentent la grève comme une conséquence des émeutes urbaines de décembre à Toulouse, l'AG, pour contrer cette falsification honteuse, modifie le tract: *"Le mouvement que nous avons engagé n'est en aucune manière en relation avec les dernières émeutes survenues sur les quartiers de Toulouse en décembre 1998 et nous rejetons tout amalgame avec ces événements."*

En fait, tout au long du conflit, des délégations de l'AG devront batailler contre les médias qui refusent de publier les tracts de la lutte, qui demandent à chaque fois qu'on leur désigne les "leaders" du mouvement, et qui annoncent même que le chiffre des grévistes leur a été communiqué "de source syndicale", alors que la lutte se prend en charge en-dehors de tout contrôle syndical! En fait, par son organisation collective et son refus d'être récupérée par les professionnels du sabotage et de la division que sont les syndicats, cette grève dérange. L'attitude du syndicat SUD-ANPE vis-à-vis de ce mouvement en est une claire illustration.

Les manoeuvres syndicales pour briser la combativité ouvrière

Le 20 janvier à midi, une délégation de huit syndicalistes de SUD-ANPE fait son entrée dans l'AG. Après avoir présenté un tract de soutien au mouvement qu'ils avaient rédigé, ils insistent lourdement sur le fait que *"malgré notre volonté de mener des actions, rien ne bouge à l'ANPE"*. L'essentiel de leur discours fut de proposer à l'AG de lancer un mot d'ordre officiel de grève pour couvrir le personnel de la mission locale contre toutes représailles, dans la mesure où, sans syndicat, cette grève était illégale.

Cette intervention créa un trouble au sein de l'AG. Quelques interventions rejetèrent cette proposition de SUD, en

insistant sur le fait que nous étions capables de nous organiser, que nous avions décidé collectivement le mouvement et qu'on le finirait ensemble, justement pour se prémunir de toute répression à l'issue du conflit. En partant, SUD invita l'AG à se rendre à l'AFPA le lendemain où se tenait une assemblée dans le cadre d'une journée d'action syndicale. L'après-midi, l'AG dénonça, de façon majoritaire, l'intimidation sur la prétendue illégalité du mouvement. En fait, c'était une réelle tentative de récupérer le mouvement et de le briser avec un discours démoralisant. Quand les syndicalistes de SUD disent que le personnel de l'ANPE ne bouge pas, ils oublient de dire que les actions qu'ils proposent, comme les autres syndicats, sont des journées d'action corporatistes à répétition, dont le seul bénéfice est la perte d'une journée de salaire, ce qui démoralise et ne donne pas envie de lutter. A cela il faut ajouter qu'aucun des tracts des grévistes de la mission locale n'a été porté à la connaissance du personnel de l'ANPE, ce qui en dit long sur la soi-disant solidarité syndicale. En fait, seul le tract de SUD était affiché dans les ANPE, ce qui donnait l'impression que ce mouvement était encadré par ce syndicat et cachait qu'il s'agissait d'un mouvement organisé et contrôlé par les ouvriers eux-mêmes.

Compte tenu des débats permanents qui se menaient depuis le début de la grève sur la nécessité de l'extension, il fut néanmoins décidé d'envoyer une délégation à l'AFPA.

Lorsque le lendemain 21 janvier, trente grévistes de la mission locale, avec des paquets de tracts, arrivent à l'AFPA, il y a là à peine une centaine de personnes (alors que ce centre de formation regroupe plus d'un millier de salariés au niveau régional), dont la plupart sont des syndicalistes. SUD est présent avec son tract de "soutien" à la mission locale, mais, comme par hasard, il n'y a pas un seul tract de l'AG des grévistes. La délégation présente le mouvement de grève insistant sur le problème des effectifs qui est une revendication commune avec les employés de l'AFPA.

Le présidium syndical reprend le micro, *"remercie le personnel de la mission locale de sa visite"*, et... s'empresse de parler d'autre chose, des 35h (en ne mentionnant pas la question des effectifs), de l'unité syndicale, et de la passivité du personnel de l'AFPA qui ne

(SUITE PAGE 4)

LO-LCR

Les trotskistes "pacsent" pour pousser les ouvriers dans le piège électoral

Les prochaines élections européennes de juin fournissent déjà à la bourgeoisie l'occasion de mener un battage idéologique assourdissant destiné à farcir le crâne des ouvriers de la "défense de la démocratie" et autres thèmes chers à la classe dominante. Et parmi le nombre incalculable de listes qui vont se "soumettre" au "choix" de l'électeur, celle qui représentera le danger le plus grand et le plus direct pour la classe ouvrière sera – et est déjà – la liste commune mise sur pied par Lutte Ouvrière (LO) et la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR).

Rabatteurs des urnes bourgeoises...

Qu'est-ce qui a bien pu pousser les frères ennemis traditionnels de la famille trotskiste à se jeter dans les bras l'un de l'autre, dans une soudaine idylle (qui tranche d'ailleurs notablement avec la dispersion qui règne chez leurs concurrents dans la pêche aux voix, à droite comme à gauche)? Inutile de chercher bien loin. Dans le grand cirque électoral, cette liste de "l'extrême-gauche unie" a une fonction spécifique et un rôle particulier à jouer. A un moment où, non seulement la gauche au gouvernement perd de sa crédibilité, mais, surtout, où la combativité ouvrière resurgit et tend à s'exprimer sur le seul terrain de classe, celui des luttes, la classe dominante a plus que jamais besoin de rabattre les ouvriers vers les urnes. Et pour cela, elle peut compter sur ses fidèles chiens de garde trotskistes qui se targuent de constituer *"la seule liste de gauche qui n'est pas au gouvernement"* (meeting du 25 février à Chartres).

Dans un meeting de campagne commun tenu à Quimper le 26 janvier, A. Laguiller, se défendant de vouloir piquer des voix au PCF, avouait tout de go les vraies préoccupations qui l'animent: *"Il y a sûrement des électeurs du Parti communiste, mécontents de la politique de Hue, qui voteront pour notre liste. Mais ce que je souhaite, c'est que notre liste récupère surtout le vote de tous ceux que la politique de la direc-*

tion du PC a poussés à la résignation (...). Nous voulons certes obtenir plus de voix encore que précédemment. Mais si, en même temps, plus de voix se portent sur la liste du PC, nous n'en serons pas mécontents." En clair "ouvriers combattifs, votez PC ou votez LO-LCR, mais surtout, votez!". Cette version trotskiste de "votez dur, votez mou, mais votez dans le trou" ne cache même pas ses intentions de "récupérer" ceux qui ont perdu leurs illusions sur la gauche et sur le pouvoir du bulletin de vote, pour les ramener dans le droit chemin du "citoyen". Ceux-là sont avertis par LO: *"(que la liste LO/LCR progresse) ce sera peut-être, je l'espère, le signe avant-coureur de ce que la colère des travailleurs est en train de mûrir et qu'elle est prête à éclater autrement que dans une expression électorale..."* Autrement dit, si vous voulez lutter, commencez par voter!

Les isolos bourgeois n'ont jamais servi à autre chose qu'à désamorcer la colère ouvrière en prétendant lui offrir un moyen de "s'exprimer". C'est bien ce que font Laguiller et Krivine lorsqu'ils entendent *"offrir à tous le moyen de s'exprimer clairement et radicalement"*, autrement dit attirer les ouvriers les plus combattifs pour les entraîner dans l'expression inoffensive du bulletin de vote.

...et prêts à remplacer le PCF dans le même rôle anti-ouvrier

Evidemment, ces appels du pied au PCF ternissent un peu les prétentions de LO et de la LCR à, comme ils disent, *"permettre à tous ceux qui rejettent la politique antiouvrière du gouvernement de la gauche plurielle, d'exprimer leur opinion sans ambiguïté"*. Mais ce n'est pas par hasard. Car il suffit d'examiner le programme électoral de la coalition trotskiste, pour s'apercevoir qu'il n'est qu'une resucée de celui des stalinien de la grande époque. En égrenant toute une série de revendications gestionnaires, les trotskistes cherchent à faire croire à la classe ouvrière en la possibilité d'une meilleure gestion du système

capitaliste, qui serait animée par la défense des intérêts du prolétariat. Tout en plaçant savamment quelques références à l'histoire du mouvement ouvrier, à la nécessité de lutter ou à la perspective du communisme, LO et la LCR concluent systématiquement à des revendications purement capitalistes d'Etat aussi banales – mais néanmoins dangereuses – que *"utiliser l'argent ainsi économisé [par tous les cadeaux de l'Etat au grand patronat] pour que l'Etat recrée des emplois"*, *"donner la priorité à des services publics de qualité"* ou encore *"interdire les licenciements collectifs"* et *"imposer la réduction massive (...) du temps de travail"* (projet de profession de foi). Tant que les ouvriers croient à l'utilité de défendre ces revendications, la bourgeoisie peut regarder son ennemi mortel avec moins d'inquiétude.

Car le capitalisme est depuis longtemps un système incapable de tout progrès, bien au contraire. Et toutes ces mesures n'ont pour objectif que de donner l'illusion que le capitalisme, malgré la misère qu'il produit chaque jour un peu plus, n'est pas le vrai responsable du chômage et de la pauvreté (le vrai responsable étant le riche patron ou le boursicoteur) et est encore, à quelques réformes près, un système progressiste.

Ces *"mesures radicales"* ne sont finalement qu'un poison idéologique qu'on répand dans la conscience ouvrière afin de dévoyer le prolétariat de ses véritables intérêts de classe et de la façon de les défendre. Cette fonction classique des forces d'encadrement de la gauche du capital est d'autant plus importante aujourd'hui pour les trotskistes qu'ils se retrouvent seuls pour en prendre la charge.

C'est que la gauche du capital n'est plus là pour endosser ce rôle, et tout particulièrement le PCF, bloqué au gouvernement. L'idéologie bourgeoise ayant horreur du vide, c'est à l'extrême-gauche de prendre la place laissée libre.

HC.

LISEZ NOTRE BROCHURE :

Courant Communiste International

*les
syndicats
contre
la classe
ouvrière*

Mai 85

Derrière la "rénovation", un nouveau dispositif anti-ouvrier

Le 46^e congrès de la CGT, qui s'est tenu à Strasbourg début février, a été présenté comme un modèle "démocratique". Les médias et les pisse-copies de la bourgeoisie l'ont tous encensé en soulignant la recherche d'une "nouvelle voie" pour le syndicalisme. En fait, un des buts de la classe dominante est de faire oublier le passé stalinien de la confédération, pour permettre à celle-ci comme à l'ensemble des appareils syndicaux de mieux saboter le combat prolétarien.

Mais cette sollicitude de toute la bourgeoisie envers l'avenir de la CGT correspond avant tout à une préoccupation plus générale et fondamentale envers le syndicalisme.

Une tentative de recréation du syndicalisme

La méfiance envers les syndicats et leur discrédit qui touche le prolétariat depuis la reprise de la lutte de classe en 1968 se sont encore renforcés au cours des luttes ouvrières des années 80. Malgré les efforts déployés par la bourgeoisie française pour recréer les syndicats aux yeux de la classe ouvrière, notamment à travers la manœuvre dans la grève du secteur public en novembre-décembre 1995 (1), la désaffection envers les syndicats reste une inquiétude majeure de la classe dominante (2). Le taux de syndicalisation en France (8%) est en effet le plus faible de l'UE. L'émiettement particulier du syndicalisme français, éclaté en multiples chapelles rivales, constitue un handicap supplémentaire. Pour remédier à cette situation qui alarme la bourgeoisie dont l'objectif central est de faire des syndicats une force sociale d'encadrement crédible, il était urgent de "réformer" en priorité la CGT qui demeure malgré tout le syndicat le plus "puissant" et le plus "représentatif". Il était en effet nécessaire pour la bourgeoisie de se débarrasser de l'image repoussoir incarnée par le stalinisme de la CGT, afin notamment d'enrayer l'érosion de ses effectifs qui atteignait déjà environ 50% entre 1977 et 1987 (3), phénomène qui s'est encore notablement accentué dans l'après-1989. Après le séisme occasionné par l'effondrement du bloc de l'Est, l'ancienne "courroie de transmission" du PCF, à l'instar de ce dernier, se devait d'amorcer une "ouverture".

Louis Viannet, suite aux mouvements de décembre 1995, avait déjà tenté de répondre à des exigences de rénovation et de recréation, en poussant par exemple la CGT à quitter la FSM (fédération syndicale mondiale), structure stalinienne héritée de la guerre froide. Il s'agissait alors d'une "étape nécessaire pour siéger à la Confédération européenne des syndicats" (4), "preuve" de l'amorce d'un véritable tournant "démocratique". Depuis, le toilettage de la CGT, afin d'évacuer son passé stalinien, s'est intensifié à travers des "assouplissements" successifs et un spectaculaire rapprochement avec la CFDT. Ce dernier a été entériné par le récent congrès qui a constitué l'étape fondamentale et décisive de ce processus de "rénovation". Le nouveau secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, précisait d'ailleurs avant même l'ouverture du congrès : "Il faut savoir articuler contestation et proposition. Aucun mouvement n'est fait que de l'un ou que de l'autre." Ce nouveau discours "rassembleur" qui permet de "tenir la rue et la négociation" conduit à "ratisser" plus large et met l'accent sur la nouvelle dynamique "unitaire" de la centrale, plus crédible et "attirante". Il tente donc de rompre avec la tendance au monolithisme, la fragmentation et

les faiblesses du syndicalisme français. En fait, le sens de cette "rénovation" devait passer par la capacité à créer un espace syndical permettant de mieux occuper tout le terrain social !

Un repositionnement de la CGT pour mieux saboter les luttes ouvrières

Se trouve ainsi amplement confirmée l'analyse que nous avons déjà exposée il y a plus de deux mois : "Il s'agit de la mise en route d'un repositionnement concerté de la CGT sur l'échiquier des forces syndicales. Avec une direction au discours plus "responsable", moins

systématiquement "contre tout", la CGT va laisser le champ plus libre au développement de ses fractions syndicalistes de base, radicales et de "lutte". Exit la CGT du passé, figée dans la pesanteur de son histoire bureaucratique et de son monolithisme. On pourra voir la naissance d'une CGT à deux visages, dans le sens d'une meilleure répartition des tâches en son sein pour mieux affronter les luttes à venir, avec une "base" qui sera d'autant plus "crédible" qu'elle aura toute latitude pour "critiquer" la direction "droitisée" et "conservatrice" (voir RI n° 285). La bourgeoisie joue en effet de plus en plus sur les oppositions entre des "directions conservatrices", faites de différentes tendances adeptes du "stylo", c'est-à-dire prêtes à négocier et une base "dure", constituant localement des relais syndicalistes "de base" comme en Belgique, beaucoup plus radicaux et "combattifs", souvent animés par des éléments "gauchistes". Certains se re-

trouvent d'ailleurs dans un "collectif" au nom évocateur : "Continuer la CGT" ! Ces "contestataires" trouvent ici l'occasion rêvée pour mieux se structurer, pour affirmer leur radicalisme et être prêts à prendre les devants des premiers signes de méfiance qui peuvent exister envers les syndicats. Ils pourront ainsi emprisonner les éléments les plus combattifs dans une logique bourgeoise. En ce sens, on comprend mieux les affirmations du secrétaire général Thibault à propos de la nouvelle "évolution" : "Nous sommes moins rigides que par le passé. Notre démarche nous permet aujourd'hui de mieux coller aux réalités." En fait, on sait que la bourgeoisie française lorgne depuis longtemps sur le modèle "allemand", style DGB-IG Metall, avec le souci de créer une grande centrale très souple dont l'emprise s'avère particulièrement efficace pour mystifier les ouvriers. Si le 46^e congrès de la CGT ne peut permettre de rivaliser avec le dispositif

d'outre-Rhin, il ouvre cependant la voie d'une efficacité antiouvrière beaucoup plus grande pour les syndicats !

W (6 février)

(1) Lire notre brochure *Luttes dans la Fonction Publique de décembre 1995 : une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière*.

(2) La revue "de gauche" *Politis* consacrait même un n° spécial (n° 3 datée de 1993) à la question "Le syndicalisme a-t-il un avenir ?", en évoquant "un paysage dévasté".

(3) A titre de comparaison, en 1947, la CGT pouvait se targuer à elle seule de compter dans ses rangs environ 50% des ouvriers d'usine.

(4) Structure concurrente de la FSM regroupant les syndicats dits "de dialogue" ou "réformistes", tels que la CFDT et FO, précisément créée à l'époque par le bloc occidental pour contrer l'influence des partis stalinien dans le domaine syndical.

35 HEURES

Gouvernement, patronat, syndicats tous complices

Avec les accords "phare" sur les 35 heures signés à EDF-GDF le 12 janvier dernier, le gouvernement a ouvert la voie à une accentuation de sa politique antiouvrière tout en créant un brouillard idéologique afin de mieux la faire passer. Portés par la campagne déclenchée autour de ce "bon" accord "exemplaire", Aubry et Jospin s'empressaient donc d'occuper le devant de la scène par des déclarations d'un optimisme radieux. "Les 35 heures, cela marche et cela monte en puissance !" clamait ainsi Jospin à tous vents, se vantant que "20 000 emplois (aient été) créés ou sauvés" grâce aux accords signés en 1998. Un véritable miracle. Et sur de si bonnes bases, il nous prédisait avec assurance la création de 250 000 emplois-jeunes en 1999, et promettait que "d'ici mars-avril, il y aura des dizaines et des dizaines de milliers d'emplois créés". Qu'on se le dise, les 35 heures, cela peut être "bon" pour l'ouvrier. Tellement "bon" que la gauche plurielle est bien décidée à mettre les bouchées doubles et que l'augmentation du nombre des accords signés depuis le début de l'année (1500), mais qui concernent jusqu'ici surtout les PME, va frapper de plein fouet des fractions de plus en plus importantes du prolétariat avec les accords de branche à venir. C'est en ce sens qu'il est d'autant plus nécessaire pour le gouvernement de faire passer aux yeux des ouvriers ce qui constitue une attaque massive pour un aménagement positif de leurs conditions de travail et de vie, moyennant quelques "sacrifices" bien "légitimes".

Le "bon" accord à EDF-GDF : une vitrine pour mieux faire passer l'attaque

Quelle est la véritable teneur de la mise en place des 35 heures dans cette entreprise, signée dans la plus belle unité : syndicats, patronat et gouvernement ? En premier lieu, l'embauche tant vantée de 18 000 à 20 000 jeunes (chiffre d'ailleurs révisé petit à petit à la baisse) venant soi-disant compenser, même solder de

façon "positive" le départ en retraite ou en pré-retraite de 15 000 agents d'EDF-GDF est une énorme fumisterie. Ces "jeunes" ne seront embauchés que sur la base de 32 heures, et sûrement pas payés 39 ou 37, et employés en CDD pour seulement trois ans ! Bien sûr, pour mieux donner l'impression de vraiment faire du social, on nous a répété que 20% d'entre eux seraient issus de quartiers défavorisés et à ce titre bénéficiaires d'une "formation". En réalité, ce seront des prolétaires sous-payés, d'autant plus corvéables à merci qu'ils seront dans une situation précaire, et dont la présence viendra de surcroît exercer une pression permanente sur les salaires dans l'ensemble de l'entreprise.

Quant aux 142 000 employés qui travailleront 35 heures à partir du 1^{er} octobre 1999, on leur a promis qu'ils ne seraient frappés d'aucune perte de salaire. Mais un accord en appelle un autre, plus pernicieux : le statut des agents d'EDF-GDF, qui leur assurait encore un minimum de garanties, a dans la foulée été modifié de façon à permettre la mise en oeuvre "légale" de la généralisation du travail à temps partiel avec à la clé les baisses de salaires qu'elle implique. Et tout cela sur fond d'un chantage à l'emploi en direction des salariés auxquels on a répété, syndicats en tête, qu'il fallait rendre EDF-GDF compétitive face à l'arrivée de la concurrence pour préserver les postes.

Ce chantage à l'emploi est d'ailleurs le même que celui qui s'exerce partout, comme par exemple à Renault et à PSA, où les discussions sur les 35 heures sont en route, préparées par la prévision de la mise en préretraite de 43 000 salariés pour embaucher 12 000 jeunes.

Gouvernement et patronat unanimes pour renforcer les mesures antiouvrières

Jospin a appelé les patrons, dont on voudrait encore nous faire croire qu'ils se font tirer l'oreille, à se "mobiliser pour les 35 heures". En réalité, le patronat s'y est déclaré depuis belle

lurette favorable comme il a montré qu'il était le meilleur soutien de la politique gouvernementale actuelle. Rappelons-nous. On nous avait balancé à l'automne 1997, avec le lancement du "grand chantier" des 35 heures, le grand show du prétendu "combat" entre un patronat rétrograde, désuet, archaïque, sclérosé, et une gauche gouvernementale qui allait de l'avant pour de véritables réformes sociales, ouvrières, épaulée en particulier par la CFDT dans une dynamique quasi-"révolutionnaire" de changement de la société. Le loup était complice du renard. Il ne montrait les dents qu'en simulacre de désaccord pour mieux faire passer son compère pour un agneau aux yeux de la classe ouvrière. Car les patrons "aiment les 35 heures", tout autant que la gauche, les revues patronales ne cessent de le répéter et s'en glorifier.

Les 35 heures lui permettent en effet de réviser l'organisation du travail, d'accentuer la pression sur la "flexibilité" et sur les salaires. Ainsi, à Peugeot-Citroën, les 35 heures, cela signifie sans aucune ambiguïté l'annualisation et la pluriannualisation du temps de travail, donc la mise à disposition des ouvriers en fonction des besoins de la compétitivité et de la rationalisation du travail.

Et pour faire bonne mesure, les pauses seront décomptées du temps de travail, et en perspective les congés-formation eux-mêmes. Dans le secteur du Commerce et de la Distribution, où 33% des salariés travaillent 22 heures par semaine, le patronat se frotte les mains. Sans aucune création d'emploi prévue, les accords sur les 35 heures, sous couvert de "réduire la précarisation" comme le dit FO, vont ouvrir la voie à la généralisation de l'organisation du temps de travail permettant, entre autres, de faire travailler les salariés jusqu'à 12 heures par jour en leur imposant des "coupures-journées" de trois à quatre heures, bien évidemment non payées puisque c'est du "temps libre".

Il s'agit encore d'un accroissement brutal de la "flexibilité" du travail de la classe ouvrière. Tous les accords signés

poussent indéniablement à une aggravation sans précédent de ce prétendu "aménagement du temps de travail" pour "plus de temps libre" : des journées de travail de 10 à 12 heures, imposées d'un jour à l'autre, comme dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, la possibilité de faire travailler les employés dix semaines de suite entre 45 et 47 heures comme dans l'industrie charcutière.

Et ce qu'entraîne l'annualisation du temps de travail sur base de 35 heures, "en contrepartie", c'est aussi la généralisation et la systématisation de l'allongement de la semaine de travail de cinq à six jours, jusqu'au samedi. C'est ce qui est en marche dans la métallurgie, l'agro-alimentaire, le commerce, etc. Mais attention, "l'intérêt" de la manœuvre, c'est que ce jour travaillé supplémentaire ne sera pas payé en heures supplémentaires comme c'était le cas jusqu'ici.

Ces prétendues "réformes", que la gauche "plurielle" tente de présenter comme des "acquis" en faveur du prolétariat, apparaissent dans toute leur nudité pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire fondamentalement et par nature une série de mesures contre toute la classe ouvrière. Et c'est justement ce que les syndicats voudraient cacher en faisant leur possible pour tenter de mobiliser les ouvriers autour de la question des 35 heures. Qu'ils refusent peu ou prou les accords, ou qu'ils les signent avec ou sans ronds de jambe et mises en garde, leur objectif est de faire croire qu'il y aurait quelque chose à y gagner, si on s'y prenait bien, si on savait bien "négocier" ! La deuxième loi Aubry sur les trente-cinq heures aura pour objectif d'étendre encore le champ d'application de la première. Après avoir préparé la voie à la mise en place des premières mesures, les syndicats vont encore accentuer leur stratégie, même s'ils apparaissent plus "critiques" pour la forme et pour ne pas se démasquer, mais toujours avec l'objectif de faire passer les attaques antiouvrières.

KW (26 février)

MALGRE LES DISCOURS APAISANTS DE LA BOURGEOISIE

Le prolétariat paie la note de l'aggravation de la crise

"La série de catastrophes économiques qui s'accumulent depuis août 1997, avec l'effondrement de la monnaie thaïlandaise, la débâcle des "tigres" et des "dragons" asiatiques, la purge brutale des bourses mondiales, la banqueroute en Russie, la situation extrêmement délicate au Brésil et dans d'autres pays "émergents" d'Amérique latine et surtout l'état gravissime dans lequel se trouve le Japon (2e puissance mondiale) sont à ce jour l'événement le plus grave de la crise historique du capitalisme." (Revue Internationale n°96, janvier 1999)

La bourgeoisie et son FMI ont beau tout faire pour "construire un cordon sanitaire" (La Tribune du 14 janvier) destiné à protéger le centre du capitalisme, la réalité est là : la crise revient vers lui et la perspective d'une récession mondiale est de plus en plus présente.

Résultat de l'effondrement de marchés importants, le déficit commercial américain vient d'atteindre son plus haut niveau depuis dix ans. En conséquence, la guerre commerciale va encore s'intensifier. Les principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis savent à quoi s'en tenir : "Devant la possibilité de voir l'économie américaine décliner cette année, on peut s'attendre à ce que les Etats-Unis multiplient les pressions." (Miyasawa, le ministre des finances japonais)

Bien évidemment, la bourgeoisie et ses "experts" - ceux-là mêmes qui avaient surestimé dans leurs prévisions pour 1998 le niveau de la production industrielle mondiale de la bagatelle de 700 milliards de dollars - se veulent aujourd'hui encore rassurants. Ils glosent sur la "bonne santé" de l'économie américaine et sur l'état de grâce qui va immanquablement toucher les pays de l'Euroland. Les sommités de l'économie mondiale réunies annuellement au Forum de Davos se sont accordées pour prévoir encore une "forte croissance" en 1999 pour les Etats-Unis. On se demande ce qui pourrait faire perdre leur optimisme à ces dévoués mécènes du capitalisme mondial, eux qui, en 1997, annonçaient à l'occasion du même forum que la crise en Asie était "une affaire strictement régionale"...

Par contre, ce dont on peut être certain, c'est que, comme toujours, c'est la classe ouvrière qui paye et va payer au prix fort cette nouvelle avancée de la crise capitaliste. Sur ce plan, la bourgeoisie est infailible. Face à la guerre commerciale, il faut augmenter la productivité et réduire le coût de la main d'oeuvre, drastiquement et par tous les moyens : diminution des effectifs, augmentation des cadences, annualisation du temps de travail et flexibilité (à Davos, Strauss-Kahn n'a pas manqué de rappeler à ses amis économistes que "les 35 heures, c'est

la flexibilité"), le tout avec des salaires résolument orientés à la baisse !

Le chômage, endémique, massif, en hausse inexorable depuis qu'il a commencé à se redévelopper à la fin des années 60, montre aujourd'hui les signes d'une nouvelle accélération avec de nouveaux licenciements.

Aux Etats-Unis, pays de l'économie soi-disant florissante, tous les secteurs sont touchés : l'automobile (annonce de 8000 licenciements chez Ford), la sidérurgie (suppression de plus de 500 emplois à Bethlehem Steel), l'énergie (après des milliers de suppressions d'emplois annoncés chez Mobil, c'est maintenant BP Amoco qui en supprime), les cosmétiques (Revlon annonce 1200 licenciements), la confection (6000 chez Levi Strauss), mais aussi les banques d'affaires comme la City Corp. et la Bank America qui annoncent respectivement 10 400 et 18 000 suppressions de postes.

En Europe, où l'euro arrange prétendument tout, les chiffres officiels du chômage ont repassé la barre des 4 millions de chômeurs en Allemagne. Les usines Ford en Grande-Bretagne et en RFA sont touchées par le chômage technique. En France, Usinor se restructure avec à la clef 3000 à 4000 licenciements, Thomson-CSF supprime 4000 emplois, certains sites de GIAT-Industrie suppriment 40% de postes. Les ministères de gauche se

débarrassent des "surplus" : celui des Finances, par exemple, supprimera plus de 700 postes en 1999, après les 555 perdus en 1998. Au Danemark, Lego élimine 10% de son personnel, tandis que le suédois Ericsson, pourtant leader du "marché porteur" de la téléphonie, annonce 11 000 licenciements. Et la liste est très loin d'être exhaustive. La situation est à l'avant dans les pays d'Europe de l'Est (118 000 chômeurs de plus en une année en Tchèque, par exemple).

Le chômage a augmenté de 30% au Brésil en 1998. Et le pire est à venir, concernant aussi le pouvoir d'achat qui va se trouver affecté par l'effondrement de la devise brésilienne. Déjà, dans le coeur industriel du Brésil, la région de Sao Paulo, qui est aussi la plus grande concentration industrielle d'Amérique du Sud, le taux de chômage est sur le point de franchir le record des 20% (chiffre officiel sous-estimant largement la réalité). Résultat de la surproduction automobile, ce sont 11 000 métallurgistes qui vien-

nent de se retrouver sur le pavé. A cela s'ajoute l'envolée du chômage technique (10% des ouvriers de Ford) et la réduction du temps de travail et des salaires (chez Volkswagen en particulier). Dans cette chute en enfer, tous les pays d'Amérique du Sud vont être entraînés. Les prolétaires des pays d'Asie ont déjà payé un lourd tribut ces deux dernières années à la crise du capitalisme. Rien que pour la Chine des informations que nous avons déjà reproduites faisaient état de 10 millions de chômeurs supplémentaires en un an. Sans connaître précisément le rythme actuel des licenciements dans ce pays, les informations dont on dispose sur l'accélération de la crise et les désordres sociaux qui s'y manifestent, laissent supposer un véritable cataclysme social.

La voilà la réalité du capitalisme : toujours plus de crise, toujours plus d'attaques contre les conditions de vie du prolétariat !

HPL

CONFERENCE DE RAMBOUILLET

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

portée, et elles ont déjà eu lieu par le passé.

Seulement voilà, si les Etats-Unis se sont jusque-là contentés de menaces, ce n'est pas innocent. C'est parce que les Etats-Unis sont les premiers intéressés à ce que la Serbie effectue le sale boulot de mater la rébellion kosovare. Les objectifs de cette rébellion coïncident avec les intérêts impérialistes de l'Allemagne, c'est-à-dire un démantèlement des restes de la république de Yougoslavie. En effet, la RFY, dominée par la Serbie, constitue le verrou à l'expansion allemande dans les Balkans et à l'ouverture des premières positions de ce pays sur la Méditerranée. Derrière les menaces d'intervention d'une force de paix, il y a en fait la réponse des impérialismes anglais, russe, français et américain décidés à faire échec à l'offensive allemande. C'est pourquoi ces Etats, tout en pressant la Serbie de négocier, sont en fait intéressés à "étendre intensivement les moyens visant à endiguer le trafic d'armes à destination du Kosovo". Parmi ceux-ci, un diplomate suggérerait sous forme de boutade significative : "Le plus efficace serait de bombarder le crédit suisse." (cité par Le Monde du 30 janvier), établissement financier soupçonné d'abriter les fonds des séparatistes albanais. La France, traditionnellement liée à la Serbie, va dans le même sens : "Dans la délégation du ministère français des affaires étrangères, (...) on estime que les pressions exercées sur la partie albanaise sont 'trop faibles', que l'Europe doit prendre des mesures contre cet aspect de la 'délinquance européenne' que constitue le financement de l'armée de libération du Kosovo par la diaspora installée en Allemagne et en Suisse." (Le Monde du 16 février) En ce sens, l'attitude de la France aujourd'hui est cohérente avec celle, plus hypocrite, qu'elle avait

au moment des massacres serbes à l'encontre des populations bosniaques en 1994. En effet, alors que ses médias faisaient campagne contre de tels délits contre l'humanité, ses forces militaires sur le terrain, sous couvert de Forpronu, avantageaient les mouvements des troupes serbes.

La première offensive allemande, qui avait débuté victorieusement par l'éclatement de la Yougoslavie en 1991 avec la sécession de la Croatie et de la Slovanie, ex-Etats vassaux de l'Allemagne, s'était ensuite heurtée aux barrières serbe (soutenu par la Russie, la France et la Grande-Bretagne) et bosniaque (soutenu par les Etats-Unis).

Mais aujourd'hui, tout comme précédemment, des antagonismes divisent les pays qui s'opposent aux offensives allemandes. En premier lieu, la Russie, la France et la Grande-Bretagne, tout en étant entre elles divisées sur différents dossiers sensibles, ont en commun de contester la prétention des Etats-Unis à vouloir demeurer les seuls gendarmes du monde. Et cette opposition aux Etats-Unis est d'autant plus forte que ce qui est en jeu concerne un territoire situé en Europe même.

Quelle que soit la grande puissance qui tirera avantage des prochaines négociations ou démonstrations de force, il ne pourra en résulter qu'une surenchère à l'escalade guerrière. Il n'existe aucune solution à la crise yougoslave dans la mesure où, même si, localement, l'exacerbation des nationalismes et les rivalités en constituent un puissant ferment, ce qui les détermine avant tout, ce sont les rivalités entre grandes puissances. Celles-ci sont inhérentes à la société capitaliste et, avec la crise, elles ne pourront qu'alimenter toujours plus le chaos mondial.

B. (16 février)

MISSION LOCALE DE TOULOUSE

(SUITE DE LA PAGE 2)

se mobilise pas. La délégation se rend compte alors qu'il n'y a rien à attendre de cette réunion syndicale, que cela n'a rien à voir avec la vie ouvrière qui anime l'AG permanente à la mission locale. En quittant la salle, la délégation reprend la parole, en insistant "sur le fait qu'en venant à l'AFPA, elle croyait rencontrer d'autres salariés en colère, qui ont les mêmes problèmes et que la lutte serait forte si on était nombreux. L'AFPA n'obtiendra rien dans son coin, ce qui fait peur à l'Etat, c'est la lutte de tous les employés de la Poste, de la mission locale, de l'AFPA, d'autres secteurs, tous unis sur les mêmes revendications communes et non des revendications spécifiques qui nous divisent". Le regard noir du présidium syndical à l'égard de l'intervention de la délégation était significatif. Dans la pratique, on venait de voir d'un côté ce qu'est une vraie lutte ouvrière et de l'autre une mascarade d'AG, où les syndicats font tout pour empêcher une réelle mobilisation ouvrière, et cherchent à saboter tout ce qui peut remettre en cause leur encadrement et dévoiler ainsi leur nature bourgeoise, antiouvrière. Dans une ultime tentative, le délégué syndical de SUD demanda à la délégation de rester, car la télévision allait venir filmer. Il essaya une fin de non recevoir, la délégation refusant de cautionner cette mise en scène syndicale.

Une fin de grève exemplaire

Le 22 janvier, dès la reprise de l'AG, une certaine lassitude se fait sentir. Le directeur intervient dans l'assemblée

pour rendre compte d'un Bureau exceptionnel qui s'est tenu la veille et qui demande aux grévistes de reprendre le travail et de patienter jusqu'en mars dans l'attente de réponses aux financements demandés.

Le fait de ne rien obtenir est une douche froide pour plusieurs employés. De façon majoritaire, l'AG prend acte consciemment que le mouvement n'a pas pu construire un rapport de forces plus conséquent du fait de l'impossibilité à pouvoir trouver la solidarité d'autres secteurs, même si les questions sur la façon d'étendre le mouvement n'ont pu être tranchées. Plusieurs interventions saluent la capacité à avoir su s'organiser collectivement, situation que beaucoup ne pensaient pas possible au début du mouvement. L'AG décide de suspendre le mouvement pour ne pas s'épuiser et ne pas finir divisés. Néanmoins, la majorité exige avec détermination le paiement des jours de grève, sans quoi il n'y aura pas de reprise du travail. En milieu d'après-midi, la direction finit par accepter cette revendication et l'AG dans un dernier tract annonce la suspension du mouvement et la reprise du travail, tous ensemble, pour le 25 janvier.

Le tract insiste sur le fait que les employés restent mobilisés :

" - pour continuer à faire entendre, au plan local, régional et national, la réalité du traitement du chômage et de tous ceux qui le subissent, - pour faire connaître les conditions de travail que nous imposent nos employeurs et que subissent l'ensemble des salariés dans d'autres secteurs, - contre toute forme de pression qui

pourrait être exercée ultérieurement à l'encontre de l'ensemble des grévistes."

Depuis la fin du mouvement, plusieurs réunions ont eu lieu, rassemblant trente à quarante salariés, pour maintenir la mobilisation face aux échéances du mois de mars et pour tenter de tirer des leçons pour de prochains mouvements.

Quelle que soit la suite que pourront donner les employés de la mission locale à leur mouvement, on ne peut que saluer la capacité qu'ont eu ces ouvriers à prendre en charge leur lutte et à en garder le contrôle jusqu'au bout. Cette expérience et cette grande combativité sont bien la preuve vivante qu'il est possible pour les ouvriers de compter sur leurs propres forces, que la classe ouvrière possède une organisation et une conscience collective pour mener le combat en réponse aux attaques qui touchent l'ensemble des prolétaires. Cette lutte pleine de détermination confirme une fois de plus que les syndicats sont des menteurs, qu'on ne peut pas leur faire confiance et, qu'ils soient ou non à l'initiative d'un mouvement, que leur action est toujours la même : le sabotage de la grève. Les seuls et véritables spécialistes de la lutte, CE SONT LES OUVRIERS EUX-MEMES.

Dan

(1) Cette structure associative, créée par le gouvernement de gauche de Mauroy au début des années 80, dont la fonction est complémentaire de l'ANPE, s'occupe de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans dans les banlieues ouvrières.

1989-1999 : le stalinisme reconverti, encore et toujours contre la classe ouvrière

Avec cet article se clôt la série consacrée à l'histoire du PCF. Aujourd'hui, ce parti bourgeois n'a plus rien de commun depuis longtemps avec le parti prolétarien qu'il était à ses origines. Comme tous les PC, entraînés dans le sillage du stalinisme qui était une expression de la contre-révolution triomphante, il a très rapidement sombré dans le camp ennemi au cours des années 30 et il est devenu un des pires bourreaux de la classe ouvrière. Mais c'est cette lointaine filiation directe avec un parti authentiquement ouvrier qui lui confère encore sa valeur et son utilité, au sein de la bourgeoisie, comme parti spécifiquement destiné à mystifier et à désarmer idéologiquement le prolétariat.

Lors de la chute spectaculaire du mur de Berlin en 1989, la bourgeoisie proclama "la faillite du marxisme" et lança sa formidable campagne idéologique visant à identifier le communisme au stalinisme. Ce grand mensonge a été la plus grosse escroquerie idéologique dans l'histoire de ce siècle. C'est sur ce mensonge que le PCF a pu survivre au reflux et à la défaite de la vague révolutionnaire de 1917-1923 et se transformer en parti bourgeois, fidèle et zélé serviteur de la classe dominante et en féroce massacreur du prolétariat. Même en lui servant de cible, il restait la meilleure caution et l'arme la plus efficace de cette gigantesque campagne d'intoxication bourgeoise. Cependant, l'effondrement du bloc impérialiste de l'Est impliquait un autre volet à cette campagne : il s'agissait aussi d'en faire une démonstration du triomphe de la démocratie et une sanction de la supériorité de son modèle sur les régimes totalitaires. Cela, par contre, minait profondément et de manière irréversible les fondements staliniens du PC. C'est d'ailleurs l'implosion de son modèle stalinien, l'URSS, durant l'été 1991, qui lui porta le coup le plus rude.

Le PCF et l'URSS dans l'après 1989

Quelle avait été l'attitude du PCF vis-à-vis des "entreprises réformatrices" de Gorbatchev ? De l'arrivée au pouvoir de ce dernier en février 1986 jusqu'au congrès du PCF de 1987, le parti stalinien français se déclare très favorable à ce qu'il appelle "une seconde révolution communiste". Mais le zèle démocratique et réformiste de la "Perestroïka" gorbatchévienne est bientôt appréhendé comme une "dérive" du grand frère. Ainsi Marchais prend-il nettement ses distances et déclare dans *L'Humanité* du 2 décembre 1988 : "*Ce qui se passe en Union Soviétique ne peut constituer un modèle pour les autres PC. C'est tout à fait spécifique.*" Lors du 27e congrès du PCF en décembre 1990, l'évolution de l'URSS n'est pratiquement pas évoquée publiquement, l'accent est mis exclusivement sur la lutte "*pour un socialisme aux couleurs de la France*". Cependant, le bureau politique du PCF soutient de plus en plus nettement et ouvertement le camp des "orthodoxes conservateurs" contre Gorbatchev dans la lutte de cliques qui fait désormais rage à la tête de l'Etat russe. Lors du fameux "putsch" militaire tenté par ce clan le 19 août 1991 et jusqu'au 21, *L'Humanité* prend ouvertement parti pour les putschistes et publie toutes leurs proclamations. En même temps, le quotidien stalinien stigmatise à longueur de colonnes le soutien significatif apporté par l'Américain Bush à Gorbatchev. Une fois la défaite des "putschistes" consommée, à partir du 22 août, le PCF change de ton. Il cherche à se réfugier dans une espèce de neutralité en parlant des événements

en URSS comme d'un "*véritable séisme politique*". A partir de là, les dirigeants du PCF multiplient les discours pour tenter de convaincre que le parti français n'a plus rien à voir avec "*la malheureuse expérience du communisme en URSS*". Mais, la plupart du temps, l'appareil du PCF refuse ou élude le débat là-dessus. A partir du triomphe d'Eltsine, le PCF ne perd plus une occasion de marquer ses distances avec le nouveau maître de la nouvelle Russie, cet ancien apparatchik devenu par opportunisme le chantre de "l'anticommunisme" (ayant cherché à rendre le PC illégal), sans avoir à remettre en cause ni à renier pour autant à ce niveau sa défense de l'URSS de l'ère stalinienne. Ainsi, le PCF invoque notamment, au nom du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", "*la juste cause des Tchétchènes*" contre l'intervention guerrière de la Russie d'Eltsine en 1995, alors qu'il avait soutenu 15 ans auparavant l'invasion russe en Afghanistan, soutien qualifié banalement "*d'erreur regrettable*".

Le soutien de toute la bourgeoisie au PCF

Mais alors que le déclin du PCF semblait irréversible, bien que considérablement affaibli, il ne s'effondra pas à son tour. Les élections législatives de mars 1993 sont marquées par un recul brutal de la gauche et par un effondrement... du PS. Quant au PCF, il limite les dégâts. Cela n'a été possible que grâce au soutien actif et déterminant de toute la bourgeoisie. Un député PS déclarait à ce moment-là que, s'il y avait une crise, c'était une crise générale des partis politiques sensible à gauche comme à droite. Mais en fait, c'est la situation délicate du PC, menacé de déroute et de quasi-disparition de la scène politique par l'implosion de son modèle stalinien, qui est bien au centre des préoccupations de la bourgeoisie. L'ancien premier ministre de Mitterrand, Mauroy, lance d'ailleurs un avertissement, sans ambiguïté : "*Si le PC veut survivre, il doit changer.*" Autrement dit, nous sommes d'accord pour réanimer le PC en pratiquant la respiration artificielle, mais à condition que l'appareil de ce parti fasse un effort d'adaptation à la situation d'après-1989.

La bourgeoisie a tout intérêt à préserver la place et l'identité politique spécifique du PCF au sein de son appareil politique. En échange de ce soutien actif commandé par ses intérêts généraux, elle exerce une pression intense et directe. Le message est bien reçu au sein de l'appareil. Le 28e congrès entre le 25 et le 29 janvier 1994 est précédé d'un intense battage médiatique promettant que "*le PCF allait se moderniser pour s'adapter aux réalités contemporaines de la situation capitaliste*", notamment à travers un projet de modification des statuts dont la vedette était

"l'abandon du centralisme démocratique", qui, comme 18 ans auparavant avec l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat (voir RI n° 284), se voulait une référence frauduleuse aux partis de l'Internationale Communiste avec lesquels il n'avait plus rien de commun depuis bien longtemps. Mais le "signe fort" marquant ce congrès est que Marchais cède volontairement la place de secrétaire général à Robert Hue qui vient de façon significative de présenter le rapport politique. Depuis 1991, le PCF est ouvertement divisé en deux pôles : les orthodoxes regroupés derrière Marchais et les "contestataires" qui proclament de plus en plus ouvertement que l'avenir du parti est incertain s'il n'évolue pas rapidement dans un sens d'ouverture démocratique. Robert Hue, sorti de l'ombre par Marchais qui le donne comme son poulain, fait pourtant figure d'un "homme d'ouverture". Dès ses premières déclarations à la tête du parti, il affiche son choix déterminant vers "la mutation" du parti. Ce sera le titre d'un livre qu'il fait paraître en 1995 comme vitrine publicitaire dans lequel il fait un "mea culpa" et demande l'absolution pour solde de tout compte des "errements passés" de son parti. Ce nouveau discours revient à dire : on s'est trompé, on le reconnaît, passons l'éponge, maintenant c'est fini, on ne recommencera pas. Pour s'adapter, il se drape désormais dans les oripeaux de la démocratie et renonce ouvertement à l'héritage des régimes staliniens, tout en continuant à se réclamer de ses origines prolétariennes et en continuant à s'affirmer comme le parti héritier de la tradition ouvrière.

Les nouveaux habits "démocratiques" du PCF

Tour à tour tête de liste aux élections européennes de juin 1994, puis candidat aux élections présidentielles de 1995, Hue incarne une politique dont les maîtres-mots sont "ouverture" et "démocratie", alors que, par la voix de son secrétaire général, le PC continue à se proclamer de plus belle comme "*le parti des travailleurs*". Par ailleurs, bien que multipliant les déclarations d'opposition au traité de Maastricht, il parvient à gommer l'opposition radicale traditionnelle du PCF à l'intégration européenne. Mais là n'est pas l'essentiel, sa contribution majeure est de gommer le passé et même de déclarer, dès le 6 février 1994, à propos de l'URSS : "*il est évident que ce qui a pu apparaître comme globalement positif ne l'était pas.*" Dès lors, il réécrit le modèle idéologique de ce qui avait été proclamé pendant plus de 60 ans comme "la patrie du socialisme" en reniant le poids des attaches du PCF avec l'URSS. Une déclaration de Marchais du 4 octobre 1995 lève le voile sur l'évolution dans l'attitude du PC : "*Nous n'avons pas changé de ligne... Les choses bougent chaque jour et, à un moment donné, on se dit : il vaut mieux présenter les choses autrement. Ce n'est pas autre chose que cela (...) à travers lequel le groupe communiste met en oeuvre avec un esprit constructif la politique du parti.*" Lors du 29e congrès, en décembre 1996, Robert Hue enfle les habits neufs du PC et lui offre un "look moderne", tentant de faire oublier son passé stalinien et antiouvrier en déclarant que "*le parti devait se libérer des*

pesanteurs du passé" et qu'il n'était désormais plus poussé que "*par le vent du large des aspirations populaires*". Avec la complicité des médias qui font une très large publicité au ravalement de façade entrepris lors de ce congrès, il tente d'effacer les traces de son récent passé stalinien. Ainsi, lors d'une prestation télévisée consacrée à la parution du *Livre Noir du Communisme*, Hue n'a pas hésité à rejeter ouvertement "*l'héritage stalinien*" de son parti.

Le retour du PCF au gouvernement

La dissolution ratée de Chirac et les nouvelles élections législatives anticipées allaient ramener au pouvoir un gouvernement de gauche. Malgré son expérience entre 1981 et 1984 qui avait entraîné son important recul, toujours prisonnier de sa stratégie d'alliance électorale avec le PS (il n'a d'ailleurs pas d'autres moyens pour préserver ses postes stratégiques au sein de l'Etat bourgeois et ne pas se marginaliser comme un groupuscule gauchiste), le PC se retrouvait une nouvelle fois au gouvernement avec des ministres au sein d'une "majorité de gauche plurielle" en 1997. Dès les premiers mois, pour donner des gages de sa "démocratisation" et de son "loyalisme envers la solidarité gouvernementale", il était contraint "d'avalier des couleuvres", c'est-à-dire de sacrifier une large partie de son arsenal "programmatique" de défenseur inconditionnel de mesures capitalistes d'Etat à la sauce stalinienne. Après s'être fait, pendant des décennies, le champion de la défense des nationalisations et des entreprises publiques, il était contraint d'accepter les privatisations de France-Télécom, de l'industrie aéronautique, des compagnies aériennes. Pour gage de son "tournant démocratique", il entreprenait une campagne pour la réhabilitation des victimes des purges staliniennes de tout acabit et de toutes les époques de son histoire et proposait une réintégration inconditionnelle des oppositionnels exclus. Il cherche ainsi à se forger une nouvelle image d'ouverture démocratique, tous azimuts. On a ainsi pu le voir passer d'une "opposition constructive" envers Chirac début 1995 (avant le plan Juppé), à ses concessions permanentes envers le PS au nom de la "solidarité gouvernementale" et du respect de la "gauche plurielle". De même, actuellement, il se contente de ferrailer de façon courtoise et à fleurets mouchetés avec le nouveau champion de l'écologie néo-libérale Jahn-Bendit... parce que le message essentiel à faire passer, c'est aujourd'hui celui de la "démocratisation" et de "l'ouverture", quitte à passer pour "mou", rançon de son passé stalinien à effacer en priorité. Il n'a pas le choix.

"L'adaptation" actuelle du PC consiste à trouver un nouveau discours pour continuer à mystifier, tromper et dévoyer les prolétaires en les ramenant toujours sur le terrain bourgeois. Aujourd'hui encore, R. Hue vient de publier une nouvelle "profession de foi". Dans un livre intitulé *Communisme : un nouveau projet*, il prône "un communisme d'un type nouveau" et propose comme "modèle révolutionnaire" une "lutte citoyenne" contre la "pensée unique", "l'ultra-libéralisme", "l'eurocratie" et "la mondialisation" qui se donne pour but la construction d'un

"Etat protecteur au service des citoyens". Bref, avec le PC "nouveau", ce serait toujours la lutte pour la défense et la pérennisation de l'Etat capitaliste.

Le PCF reste un des pires ennemis de la classe ouvrière

Si le PCF s'est "adapté", si les autres fractions de la bourgeoisie ont tout fait au cours de ces dernières années pour lui apporter leur soutien et lui sauver la mise malgré son déclin, c'est parce qu'il continue à exercer une fonction spécifique indispensable et irremplaçable au sein de la bourgeoisie, c'est-à-dire encadrer et mystifier le prolétariat. Ce qui distingue le PCF de la plupart des autres partis de la bourgeoisie, c'est qu'il continue à se réclamer de la classe ouvrière et du communisme. C'est qu'il prétend représenter les valeurs et la tradition ouvrière du 20e siècle et continue à revendiquer l'appellation de "Parti Communiste" (1), Robert Hue répétant à la télévision que "*c'est un beau terme dont on peut rester fier, même s'il a pu être terni à un certain moment*". Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le PCF est aujourd'hui flanqué d'un "courant" beaucoup plus radical qui prétend combattre "la ligne réformiste" du PC actuel en se réclamant frauduleusement de la continuité historique du mouvement révolutionnaire (2).

C'est pourquoi, dans l'avenir, le PC peut être amené, seul ou pas, à repasser dans l'opposition pour être plus apte à encadrer la classe ouvrière, ce qui demeure son rôle fondamental au sein de la bourgeoisie. Le PC reste ainsi un fer de lance privilégié de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Et cela n'est pas seulement valable en France mais c'est le rôle que remplissent encore tous les PC dans le monde aujourd'hui. Cette fonction mystificatrice prépare celle d'assassins de la révolution et de bourreau du prolétariat qu'il chercheront encore à jouer demain, comme les partis staliniens de naguère ou mieux encore comme la social-démocratie allemande en 1918-1919 face à la montée de la vague révolutionnaire. C'est ce qui en fait des armes encore si efficaces pour la bourgeoisie et si dangereuses contre le prolétariat.

CB

(1) Contrairement à une partie du PC italien par exemple, le PCF ne veut pas changer de nom et lâcher l'appellation de "parti communiste". L'éclatement du PC italien s'est traduit par le fait qu'une partie rebaptisée PDS (parti démocrate-socialiste) s'est "social-démocratisée" et a pris la place d'un PS quasi-inexistant dans la vie politique de la péninsule italienne. Cette fraction derrière d'Alema se retrouve d'ailleurs à la tête du gouvernement actuel, tandis qu'une minorité de l'ex-PCI, se rassemblant sous l'appellation significative de "Refondation Communiste", s'ancrait dans l'opposition.

(2) Nous consacrerons prochainement un article à la dénonciation de ce "courant" qui, en se présentant comme "Gauche Communiste du PCF", cherche aujourd'hui encore à apporter une nouvelle caution de "parti révolutionnaire" au PCF.

MANIFESTE DE L'IC AUX PROLETAIRES DU MONDE ENTIER

(SUITE DE LA PAGE 8)

et de transport mais aussi les institutions politiques de la démocratie politique ne sont plus qu'un amas de débris ensanglantés, le prolétariat doit créer son propre appareil pour maintenir avant tout la cohésion interne de la classe ouvrière et lui assurer la possibilité d'intervenir de manière révolutionnaire dans le développement de l'humanité. Cet appareil, ce sont les conseils ouvriers. Les vieux partis, les vieilles organisations syndicales se sont montrés incapables en la personne de leurs chefs de comprendre les tâches imposées par l'époque nouvelle et a fortiori de la résoudre. Le prolétariat a créé un appareil qui englobe l'ensemble de la classe ouvrière, indépendamment du métier et de la maturité politique, un appareil souple capable de se renouveler en permanence, de s'élargir, d'en-

traîner dans sa sphère des couches nouvelles et de s'ouvrir aux couches laborieuses de la ville et du village qui sont proches du prolétariat. Cette organisation, irremplaçable, du gouvernement de la classe ouvrière par elle-même, de sa lutte et aussi de la conquête du pouvoir d'Etat a été mise dans différents pays à l'épreuve de l'expérience. Elle constitue la conquête la plus importante et l'arme la plus puissante du prolétariat à notre époque.

Dans tous les pays où les ouvriers ont été éveillés à la pensée consciente se forment aujourd'hui et se formeront des conseils de députés ouvriers, soldats et paysans. Renforcer les conseils, élever leur autorité, les opposer à l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, telle est maintenant la tâche essentielle des ouvriers conscients et honnêtes de tous les pays. Au moyen des conseils, la classe

ouvrière peut se sauver de la dissolution qu'introduisent en elle les souffrances infernales de la guerre et de la famine, la tyrannie des riches et la trahison de ses anciens chefs. C'est au moyen des conseils que la classe ouvrière parviendra le plus sûrement et le plus facilement au pouvoir, dirigera tous les domaines de la vie économique et culturelle, comme cela se passe déjà en Russie.

La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile

L'effondrement de l'Etat impérialiste, de l'Etat tsariste jusqu'à l'Etat le plus démocratique, va de pair avec l'effondrement du système militaire impérialiste. Les armées de plusieurs millions d'hommes mobilisés par l'impérialisme n'ont pu tenir qu'aussi longtemps que le prolétariat acceptait docilement le joug de la bourgeoisie. La décomposition de l'unité nationale signifie également la décomposition inévitable de l'armée. C'est ce qui s'est passé d'abord en Russie, puis en Autriche-Hongrie et en Allemagne. C'est ce à quoi il faut s'attendre également dans les autres Etats impérialistes. Le soulèvement des paysans contre les propriétaires, des ouvriers contre les capitalistes, des deux contre la bureaucratie monarchiste ou "démocratique" entraîne inévitablement le soulèvement des soldats contre le commandement et aussi une profonde scission entre les éléments prolétariens et les éléments bourgeois de l'armée. La guerre impérialiste qui oppose les nations les unes aux autres, se transforme en guerre civile qui oppose une classe sociale à une autre.

Les vociférations du monde bourgeois sur la guerre civile et la terreur rouge constituent la plus monstrueuse hypocrisie qu'ait connue jusqu'à présent l'histoire des luttes politiques. Il n'y aurait pas de guerre civile, en effet, si les cliques d'exploiteurs, qui ont entraîné l'humanité au bord de l'abîme, ne s'opposaient pas à tout progrès des masses travailleuses, n'organisaient pas des complots et des meurtres et ne sollicitaient pas le secours armé de l'étranger pour maintenir ou restaurer leurs privilèges usurpés.

La guerre civile est imposée à la classe ouvrière par ses ennemis mortels. Si elle ne veut pas se suicider et renoncer à son avenir, qui est aussi celui de toute l'humanité, la classe ouvrière doit répondre coup pour coup. Les partis communistes ne provoquent jamais artificiellement la guerre civile, ils s'efforcent d'en abrégier autant que possible la durée, chaque fois qu'elle est devenue une nécessité de fer, de réduire au maximum le nombre des victimes et avant tout d'assurer au prolétariat la victoire.(...)

Conscients du caractère universel de leurs tâches, les ouvriers les plus avancés ont tendu vers une association internationale dès les premiers pas du mouvement socialiste organisé. Les bases en furent posées en 1864, à Londres, par la Première Internationale. La guerre franco-allemande, dont est issue l'Allemagne des Hohenzollern, mina la Première Internationale en même temps qu'elle impulsa le développement de partis ouvriers nationaux. Dès 1889, ces partis se réunirent à Paris en congrès et créèrent l'organisation de la Deuxième Internationale. Mais le centre de gravité du mouvement ouvrier était entièrement placé, à cette époque, sur le terrain national, dans le cadre de

l'Etat national, sur la base de l'industrie nationale, dans le domaine du parlementarisme national. Plusieurs dizaines d'années de travail d'organisation et de réformes créèrent une génération de dirigeants dont la majorité reconnaissait en paroles le programme de la révolution sociale, mais qui y renoncèrent en fait et s'enfoncèrent dans le réformisme et l'adaptation à l'Etat bourgeois.

Les tâches de l'Internationale Communiste

Le caractère opportuniste des partis dirigeants de la Deuxième Internationale s'est révélé définitivement et a conduit au plus grand krach de l'histoire mondiale, au moment précis où le cours des événements exigeait des partis ouvriers des méthodes de lutte révolutionnaires. Si la guerre de 1870 porta un coup à la Première Internationale en dévoilant le fait que, derrière son programme social-révolutionnaire, il n'y avait pas encore de force organisée des masses, la guerre de 1914 acheva la Deuxième Internationale en montrant qu'au-dessus des masses ouvrières fortement soudées se tenaient des partis qui s'étaient transformés en organes dociles de l'Etat bourgeois.

Cela n'est pas vrai seulement des sociaux-patriotes qui sont passés de nos jours ouvertement dans le camp de la bourgeoisie en devenant ses agents de confiance préférés et les bourreaux les plus sûrs de la classe ouvrière, mais aussi des centristes indécis et inconsistants qui s'efforcent de nos jours de restaurer la Deuxième Internationale, c'est-à-dire de perpétuer l'étroitesse de vue, l'opportunisme, et l'impuissance révolutionnaire de ses cercles dirigeants. Le parti indépendant d'Angleterre (I.L.P.) et d'autres groupes semblables dans d'autres pays essayent effectivement de prendre la place qu'occupaient avant la guerre les vieux partis officiels de la Deuxième Internationale. Ils se présentent comme autrefois avec des idées de compromis et d'unité, paralysant de cette manière l'énergie du prolétariat par tous les moyens, prolongeant la crise et aggravant ainsi encore les malheurs de l'Europe. La lutte contre le centre socialiste est la condition indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

Rejetant loin de nous toutes les demi-mesures, les mensonges et la paresse des partis socialistes officiels surannés, nous nous considérons, nous communistes, rassemblés dans la Troisième Internationale, comme les continuateurs directs des efforts héroïques et du martyre de toute une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Si la Première Internationale a prévu le développement de l'histoire et préparé ses voies, si la Deuxième a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la Troisième Internationale, elle, est l'Internationale de l'action de masse ouverte, de la réalisation révolutionnaire, l'Internationale de l'action.

La critique socialiste a suffisamment stigmatisé l'univers bourgeois. La tâche du parti communiste international consiste à renverser cet ordre social et édifier à sa place le régime socialiste.

Nous demandons aux ouvriers et aux ouvrières de tous les pays de s'unir sous la bannière communiste qui est déjà le drapeau des premières grandes victoires prolétariennes !

Prolétaires de tous les pays, dans la lutte contre la barbarie impérialiste, contre la monarchie, contre les classes privilégiées, contre la propriété bourgeoise, contre tous les aspects et toutes les formes de l'oppression sociale ou nationale, unissez-vous ! Sous la bannière des conseils ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature du prolétariat, sous la bannière de la Troisième Internationale, prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Premier Congrès de l'Internationale Communiste (6 mars 1919)

(1) Le terme "d'Etat du prolétariat" n'a par la suite été remis en question par des courants au sein de la Gauche communiste. Un des enseignements qu'ils ont tirés de la vague révolutionnaire, c'est justement que la dictature du prolétariat ne peut être identifiée avec l'Etat qui, surgissant au lendemain de la prise du pouvoir, est l'expression des antagonismes de classes qui existent aussi longtemps que les rapports de production à l'échelle mondiale sont encore dominés par le capitalisme. Sa dictature, le prolétariat doit l'exercer à travers ses conseils, sur toute la société et l'Etat lui-même.

UNE OFFENSIVE CONTRE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

être combattu et rejeté. Cette politique est non seulement une faiblesse du mouvement ouvrier mais aussi un véritable poison de la bourgeoisie et la meilleure façon d'enterrer et de briser la lutte. Et les syndicats, avec leurs différentes variantes plus ou moins radicales, vont tenter d'enfermer les ouvriers dans cette logique mortelle. Nous avons déjà pu voir ce grave danger qu'est le corporatisme s'exprimer lors des grèves dans l'Education nationale,

(1) Un des "scandales" que le rapport met en avant, c'est le fait que dans certains services on ne travaillerait que... 29 heures. Sans doute, et nous pouvons affirmer qu'il doit y avoir même des employés des services publics qui y mettent rarement les pieds. Bien sûr qu'il y a des emplois de complaisance : ceux qui sont réservés à des responsables des partis politiques et aux affidés des autorités locales ainsi qu'à un nombre de responsables syndicaux. Pour savoir cela, on n'avait pas besoin de rapport. Mais pour les employés du service public, la

situation, à tous points de vue, n'a fait qu'empirer inexorablement depuis des années.

(2) La bourgeoisie fait tout pour diviser la classe ouvrière, mais, par contre, elle utilise ces campagnes sur le service public pour mettre en avant l'idée que le fonctionnaire, malgré les différences, doit être avant tout un "serviteur de l'Etat", condition qui unirait le chef de cabinet ou l'ambassadeur à l'instituteur, ou le gendarme et le facteur dans un même "esprit de service".

Jean Malaquais

Jean Malaquais (Wladislaw Malacki) est mort le 22 décembre 1998. Il était avant tout un écrivain salué dès 1939 par les critiques qui lui avaient attribué le prix Renaudot pour son premier roman, *Les Javanais*. Il était aussi l'ami d'André Gide et, plus tard, de l'écrivain américain Norman Mailer, dont il a traduit en français *Les nus et les morts*. Il a également publié *Planète sans visa*, qui avait été "nominé" pour le prix Goncourt en 1947, *Le gaffeur* (1953), ainsi que des recueils de souvenirs, *Journal de guerre* et *Journal d'un métèque*. C'est au titre de son statut "d'homme de lettres" que la presse et la télévision lui ont consacré articles et émissions. C'est ainsi qu'on a pu le voir, il y a quelques années, dialoguer sur Arte avec Norman Mailer et que le *Monde* du 26 décembre 1998 s'est fendu d'un hommage posthume sous le titre "*Révolutionnaire d'instinct*".

Cependant, Jean Malaquais était un écrivain d'un genre particulier. D'une part, bien qu'il ait écrit ses livres en français et qu'il ait enseigné la littérature française pendant de nombreuses années aux Etats-Unis, ce n'était pas sa langue maternelle, puisqu'il est né à Varsovie en 1908 dans une famille juive. De même, il n'a jamais fait d'études universitaires dans cette langue, ni dans aucune autre d'ailleurs. En fait, il est arrivé en France en 1926, à 18 ans, et a alors exercé toutes sortes de métiers (manoeuvre, débardeur aux Halles, marin, mineur de fond) avant qu'André Gide qui, à cette époque, s'intéressait à la condition ouvrière, ne lui apporte son soutien pour lui permettre de rédiger *Les Javanais* où il rend compte de son expérience de mineur en compagnie de toutes sortes de parias, comme lui victimes des tourmentes du siècle et livrés à l'exploitation féroce du capitalisme. Son approche des tragédies humaines impressionne Léon Trotsky qui lui consacre un article élogieux. Car le fait est qu'il n'aborde pas cette question de l'extérieur, ni même comme simple "témoin". Il est capable d'exprimer dans son roman un point de vue de classe prolétarien. Et cela pour une bonne raison : comme "oublié" de le dire *Le Monde*, mais comme le signale *Lutte Ouvrière* du 1er janvier 1999 : "*Il avait rencontré des militants proches de l'Opposition de gauche et à leur contact avait adopté les idées communistes.*"

Ce qui ressort de l'article du *Monde* c'est que Jean Malaquais était "*un vagabond, du côté des dépossédés*", "*solidaire des sans-papiers*", qu'il avait écrit "un pamphlet anti-collabo", bien

"*qu'il n'épargne pas l'URSS de Staline*". En somme, c'était un humaniste révolté, anti-fasciste et anti-stalinien. Une espèce de Pierre Bourdieu ou d'Emanuelle Béart en quelque sorte. Cependant, l'article de *Lutte Ouvrière*, à sa façon, n'est pas moins mensonger que celui du *Monde*. On y apprend que Malaquais "*est toujours resté en liaison avec des groupes d'extrême gauche, et surtout fidèle à ses convictions*". C'est vrai, mais à lire LO, on pourrait croire qu'il s'agit des troupes trotskistes, ce qui est totalement faux. En réalité, parmi ces "militants proches de l'Opposition de gauche" qu'il avait rencontrés à son arrivée en France, il y avait principalement notre camarade Marc, mort en 1990 (voir *RI* n°198 et les *Revue Internationale* n°65 et 66), qui, bien que son aîné d'un an seulement, a joué un rôle essentiel dans sa formation politique. Toute sa vie, Jean Malaquais est resté un ami fidèle de notre camarade ainsi que de sa compagne Clara. Quant à ses idées politiques, ce ne furent pas celles du trotskisme mais celles de la Gauche communiste, et particulièrement celles de la Gauche Communiste de France (1945-1952) et celles de notre organisation dont il avait demandé à faire partie au cours des années 1970.

Si nous n'avions pas alors accepté sa candidature, ce n'est pas que nous doutions de ses convictions ou de sa sincérité, mais parce que nous savions qu'il ne pourrait pas s'adapter à la discipline et au travail anonyme du militantisme dans une organisation communiste. C'est aussi parce que nous pensions que son sentimentalisme risquait de le débousoler, comme cela lui était arrivé en 1981 lorsque, avant qu'il ne retombe sur ses pieds, il a vu dans Solidarnosc - le syndicat "autogéré" polonais, une sorte de modèle pour l'organisation de la classe ouvrière.

Il est possible que les critiques virulentes, voire les dénigrements, qu'il a quelquefois par la suite adressés à notre organisation résultaient de sa propre frustration de ne pouvoir en faire partie. C'est pour cela que nous ne lui en tenons pas rigueur et que nous saluons sa mémoire. Sur un plan plus personnel, nous voudrions souligner le fait que derrière son caractère "impossible", qui le rendait quelquefois insupportable, il y avait une profonde générosité.

A sa femme Elisabeth et à sa fille Dominique, nous adressons notre sincère solidarité.

Fabienne

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(12 numéros du journal) : FRANCE :
100 F - ETRANGER : 100 F - PAR
AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -
PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 170 F -
ETRANGER : 170 F - PAR AVION :
210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
-Revue internationale : abonnement à
2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.
Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des
réunions publiques et des **permanences** dans plu-
sieurs villes.
Alors que, dans les **réunions publiques**, les discus-
sions s'organisent autour d'un thème précis introduit
par un bref exposé de notre organisation, dans les
permanences, le débat se développe à partir des ques-
tions et préoccupations des participants (actualité, his-
toire du mouvement ouvrier, approfondissement des
positions politiques, etc.)

RÉUNIONS PUBLIQUES

Mars 1919
La naissance de
l'Internationale
Communiste, point
culminant de la vague
révolutionnaire mondiale

LYON : le samedi 13 mars à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 13 mars à 15h
Rendez-vous à la sortie du M° Chartreux, à
partir de 14h45

PARIS : le samedi 13 mars à 16h
(Attention : *nouvel horaire*)
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOURS : le samedi 13 mars à 15h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de
la Tranchée).

GRENOBLE

Permanence le samedi 17 avril de 15 h à 18 h, au
Tonneau de Diogène, 6, place St-André.
Vente de la presse le samedi 17 avril de 10h30 à 11h30 à
l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 20 mars à 14 h 30 à la MNE, 23,
rue Gossclot.
Vente de la presse le dimanche 14 mars de 11h à 12h au
marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue
Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des Sarrazins.

LYON

Permanence le samedis 13 mars de 18h à 21h et 10 avril
de 15h à 18 h, au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeur-
banne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi
du mois de 17 h 15 à 18 h 15.

MARSEILLE

Permanence les samedis 13 mars de 18h30 à 21h (à la suite
de la réunion publique ou RV à partir de 18h15 à la sortie
du métro Chartreux) et 10 avril de 18h30 à 21h, au buffet
Cafeteria de la gare St Charles.
Vente de la presse les samedis 13 mars et 10 avril de 11h30
à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue
Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence les samedis 20 mars à 17 h et 10 avril à 18h
à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault
(quartier Mellinet).

PARIS

Permanence le samedi 27 mars, de 18h à 20h, au 27, avenue
de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché d'Alligre (pl. d'Alligre
M° Ledru-Rollin), le 2^e dimanche du mois, de 11h45 à 13h.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 14 mars de 11 h à 12 h, au
marché de la Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence les vendredis 12 mars, 26 mars et 9 avril à 18
h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-
Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 14 mars, 28 mars et 11
avril, de 10h30 à 12h, au marché aux Pucés (place St-
Sernin), et le dimanche 21 mars de 11h à 12h30 au marché
aux légumes (Jeanne-d'Arc).

TOURS

Permanence le samedi 13 mars à 18h, 9 place de la
Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).
Vente de la presse le deuxième samedi du mois (sauf en
mars où la vente aura lieu exceptionnellement le samedi 20
mars) de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-Des-Corps,
place de la Mairie.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe
aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert
une souscription permanente pour le soutien
de notre journal et de notre intervention.

Vos contributions sont les bienvenues au
compte de RI à notre C.C.P. 523544Y - Rouen
ou peuvent être données lors de nos interven-
tions.

Souscriptions du mois

Lille : Permanence du 23 janvier : 145.
Marseille : Permanence du 18 décembre : 130.
Réunion publique du 16 janvier : 422
Nantes : Permanence du 9 janvier : 760
Paris : Permanence du 30 janvier : 173. Permanence
du 13 février : 150.
Tours : Réunion publique du 16 janvier : 660.
Toulouse : Permanence du 8 janvier : 240 ; perma-
nence du 22 janvier : 230.
Autres : D (Rouen) : 300. JCB (Toulouse) : 132.
Total : 3342.

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme
(15 F + frais d'envoi : France 8F/Etranger
18F).

**Les syndicats contre la classe
ouvrière** (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)
**Le trotskysme contre la classe
ouvrière** (30 F + 8 F/18F)

**Plate-forme et Manifeste du
C.C.I.**
(15 F + 8F/18F)

**Organisation communiste
et conscience de classe**
(25 F + 8 F/18F)

**L'Etat dans la période
de transition** (20 F + 8 F/18F)

**Bilan de la lutte des infirmières
(octobre 88)** (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)
**Luttes dans la fonction publique
de décembre 95**
Une victoire pour les syndicats, une défaite
pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

La prétendue "paranoïa" du CCI
(tomes I et II) (25 F et 40F + 8 F/18F)

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que
les révolutionnaires doivent faire face à
des tâches gigantesques. C'est pourquoi
nous faisons appel à tous nos lecteurs,
tous nos sympathisants qui désirent colla-
borer à la diffusion de nos publications,
comme certains nous l'ont déjà proposé.
Les informations dont ils peuvent dispo-
ser sur ce qui se passe autour d'eux, les
comptes rendus des discussions, qu'ils
peuvent avoir dans les rangs ouvriers
nous seraient également utiles, vu les
difficultés auxquelles se heurte le prolé-
tariat aujourd'hui. Enfin, nous avons be-
soin que notre presse soit déposée dans
les librairies ou dans les kiosques, et il est
souhaitable que toutes les énergies se
mobilisent pour effectuer un suivi régu-
lier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion
pour renouveler nos appels à ce que des
critiques ou commentaires nous parvien-
nent.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -
rue Lepneveu

BESANCON : Les
sandales d'Empédocle -
95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le
Roi Lire - rue S^e-
Catherine.

BREST : Maison de la
Presse - 64, rue Jean-
Jaurès.

CLERMONT-FD : Le
Papyvire - 3, rue de l'Ente.
Maison de la Presse - place
de Jaude.

DIEPPE : Maison de la
Presse - 102, Grande-Rue.
DUNKERQUE : Maison
de la Presse - 34, rue
Poincaré.

GRENOBLE : Le
Sphinx - 6, rue
Brocherie. L'Encre
sympathique - 6, rue
Saint-Laurent.

LAVAL : Point presse
Centre Cst La
Mayenne.

LE HAVRE : Presse
des Halles - 27, place
des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue
de Béthune. Le Comte de
Monte-Cristo -
Commercial V2
Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5,
rue Sébastien-Gryphe (7^e).
La Proue - 15, rue
Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du
Temps - 35, rue Pavillon
(1^{er}).

MARTIGUES : Librairie
Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte
Ouvrte - 19, rue du Gst-de-
Gaulle.

MONTAUBAN : Maison
de la Presse - rue de la
République.

MONTPELLIER :
Librairie Sauramps-Le
Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent
d'Ouest - 5, pl. du Bon-
Pasteur.

NICE : Le Temps de
Vivre - 50, bd de la
Madeleine.

ORLEANS : Temps
Modernes - rue N-D-de-
la-Délivrance.

PARIS : L'Herbe Rouge
- 1 bis, rue d'Alésia (14^e).
La Brèche - 9, rue de
Tunis (20^e). Le Point du
jour - 58, rue Gay-Lussac
(5^e).

SAINT-ETIENNE :
Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le
Temps de Vivre - 71, rue
Jean-Jaurès.
Voix au Chapitre - 67, rue

Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de
Presse - bd Mst-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-
Journaux - 8, rue du
Poids-de-l'huile. FNAC -
81, bd Carnot. Les
Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie -
104, rue Colbert.

Mars 1919

Fondation de la IIIe Internationale

Il y a 80 ans, le 6 mars 1919, sous la poussée de la première vague révolutionnaire de 1917-23, un événement capital surgissait sur la scène de l'histoire : la naissance de la IIIe Internationale. Moins de cinq ans après la mort de la IIe Internationale qui avait succombé sous le coup de la trahison des partis sociaux-démocrates emportés par le chauvinisme, de leur adhésion honteuse à la guerre impérialiste mondiale, le mouvement ouvrier se reconstituait à l'initiative des fractions de gauche issues de l'Internationale défunte et restées fidèles au principe de l'internationalisme prolétarien. Avec la fondation de la IIIe Internationale, la nouvelle époque historique ouverte en 1914, celle des guerres et des révolutions, avait donné naissance au parti mondial du prolétariat révolutionnaire. Elle signifiait qu'avec l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution était désormais à l'ordre du jour. Il n'était plus possible pour le prolétariat ni de lutter pour des réformes durables au sein du capitalisme, ni de se servir de la démocratie et du parlement bourgeois pour aménager sa place au sein de ce système.

Tel est l'acquis fondamental que la IIIe Internationale a su dégager de la nouvelle période et qui lui a permis de mettre en évidence les tâches de la révolution prolétarienne : dictature du prolétariat exercée par le pouvoir des conseils ouvriers,

destruction de l'Etat bourgeois par la violence de classe, abolition des frontières nationales et instauration d'une société sans classe, sans guerre et sans exploitation. Les enseignements inestimables qu'elle nous a légués sont aujourd'hui plus vivants que jamais. Ces enseignements ne pourront devenir des armes efficaces entre les mains du prolétariat que si les révolutionnaires sont en mesure de se les réapproprier. Cela dépend fondamentalement de la capacité des révolutionnaires à reconnaître dans l'I.C. le flambeau de la lutte héroïque de plusieurs générations de révolutionnaires depuis Marx et Engels en passant par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. C'est cette continuité historique entre les Ière, IIe et IIIe Internationales, transmise par les fractions de gauche issues de cette dernière, qui, aujourd'hui comme hier, est seule en mesure de conférer au mouvement ouvrier toute sa force, toute sa validité. Seule la reconnaissance de l'I.C., de ses acquis, mais aussi la critique implacable de ses erreurs, permettront aux forces révolutionnaires d'aujourd'hui de se regrouper en vue de la constitution du futur parti mondial du prolétariat. C'est à la mémoire de l'immense apport de la IIIe Internationale au combat du prolétariat pour son émancipation, que nous publions ci-dessous de larges extraits du "Manifeste" rédigé par Trotsky au premier congrès de l'I.C. en mars 1919.

MANIFESTE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE AUX PROLETAIRES DU MONDE ENTIER

Il y a soixante-douze ans, le parti communiste présenta au monde son programme sous la forme d'un "Manifeste" écrit par les grands annonciateurs et théoriciens de la révolution prolétarienne, Karl Marx et Friedrich Engels. A cette époque déjà, le communisme, à peine entré en lutte, était accablé sous les persécutions, les mensonges, la haine et la répression des classes possédantes qui pressentaient en lui à juste titre leur ennemi mortel. Au cours de ces six décennies, le développement du communisme a connu des chemins difficiles : des montées impétueuses, mais aussi des périodes de déclin, des succès, mais aussi de sévères défaites. Mais, au fond, le mouvement a suivi le chemin tracé par le "Manifeste du parti communiste". L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'escomptaient et ne l'espéraient les précurseurs de la révolution sociale. Mais elle est arrivée.

Nous, communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire des différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, rassemblés à Moscou, capitale de la Russie soviétique, nous nous sentons et nous considérons comme les héritiers et les exécuteurs de l'oeuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans. Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement ouvrier des scories dissolvantes de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial et, par là même, de faciliter et de hâter la victoire

de la révolution communiste dans le monde entier.

1914 : L'entrée du capitalisme dans sa période de décadence

Aujourd'hui, alors que l'Europe est couverte de décombres et de ruines fumantes, les plus infâmes incendiaires s'occupent de rechercher les responsables de la guerre. Derrière eux se tiennent leurs professeurs, parlementaires, journalistes social-patriotes et autres soutiens politiques de la bourgeoisie.

Durant de nombreuses années, le socialisme a prédit l'inéluctabilité de la guerre impérialiste ; il en a décelé les causes dans la rapacité insatiable des classes possédantes des deux principaux camps et de tous les pays capitalistes en général. Deux ans avant le déclenchement de la guerre, les dirigeants socialistes responsables de tous les pays dénonçaient au congrès de Bâle l'impérialisme comme le fauteur de la guerre future et menaçaient la bourgeoisie de déclencher la révolution socialiste comme vengeance du prolétariat pour les crimes du militarisme. (...)

Les contradictions du régime capitaliste se sont transformées pour l'humanité, par suite de la guerre, en souffrances inhumaines : faim, froid, épidémies, barbarie morale. La vieille querelle académique des socialistes sur la théorie de la paupérisation et le passage progressif du capitalisme au socialisme a été ainsi définitivement tranchée. (...)

La catastrophe de la guerre impérialiste a balayé toutes les conquêtes de la lutte syndicale et parlementaire. (...) Les opportunistes qui, avant la guerre, incitaient les ouvriers à modérer leurs revendications au nom du passage progressif au socialisme, qui exigèrent pendant la guerre l'humiliation de classe et la soumission de classe du prolétariat au nom de l'union sacrée et de la défense de la patrie, demandent encore au prolétariat de nouveaux sacrifices et abnégations afin de surmonter les effroyables conséquences de la guerre. Si de tels prêches trouvaient audience au sein de la classe ouvrière, le développement capitaliste poursuivrait son redressement sur les cadavres de plusieurs générations avec des formes nouvelles encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective d'une nouvelle et inévitable guerre mondiale. (...)

L'étatisation de la vie économique, contre laquelle le libéralisme capitaliste se dressait, est devenue un fait accompli. Revenir non seulement à la libre concurrence, mais encore à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera désormais l'agent de la production étatisée : l'Etat impérialiste ou l'Etat du prolétariat victorieux ? (1)

En d'autres termes, l'humanité travailleuse toute entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante, qui, sous l'enseigne de la "Société des Nations", au moyen d'une armée "internationale" et d'une

flotte "internationale", pillera et étranglera les uns, jettera des miettes aux autres, mais toujours et partout enchaînera le prolétariat dans le seul but de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays avancés du reste du monde s'emparera-t-elle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ?

Abréger l'époque de crise actuelle n'est possible que par les méthodes de la dictature du prolétariat qui ne regarde pas vers le passé, qui ne tient compte ni des privilèges héréditaires ni du droit de propriété, mais uniquement de la nécessité de sauver les masses affamées, qui mobilise à cet effet tous les moyens et toutes les forces, décrète pour tout le monde l'obligation du travail, institue le régime de la discipline du travail afin de guérir en quelques années les plaies béantes de la guerre, mais aussi d'élever l'humanité à des sommets nouveaux et insoupçonnés.

Contre la démocratie bourgeoise, tout le pouvoir aux conseils ouvriers

L'ensemble du monde bourgeois accuse le communisme d'anéantir les libertés et la démocratie politique. Mais c'est faux ! En prenant le pouvoir, le prolétariat constate uniquement l'impossibilité d'appliquer les méthodes de la démocratie bourgeoise, et crée les conditions et les formes d'une démocratie ouvrière nouvelle et supérieure. Tout le cours du développement capitaliste,

en particulier dans la dernière période impérialiste, a sapé les bases de la démocratie politique, non seulement en divisant les nations en deux classes ennemies irréductibles, mais aussi en condamnant les nombreuses couches petites-bourgeoises et semi-prolétariennes au dépérissement économique continu et à l'impuissance politique au même titre que les couches inférieures du prolétariat.

Dans les pays où le développement historique lui en a donné la possibilité, la classe ouvrière a utilisé le régime de la démocratie politique pour s'organiser contre le capital. (...)

Dans la mesure où l'oligarchie financière estime encore utile de justifier ses actes de violence par des votes parlementaires, l'Etat bourgeois dispose pour atteindre ses buts de tous les moyens hérités des siècles passés de la domination de classe et multipliés par les prodiges de la technique capitaliste : le mensonge, la démagogie, la persécution, la diffamation, la corruption et la terreur.

Exiger du prolétariat que, dans la lutte finale contre le capitalisme, qui est une lutte à mort, il observe, doux comme un agneau, les principes de la démocratie bourgeoise, équivaut à exiger d'un homme qui défend son existence contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, que l'ennemi a instituées, mais qu'il n'observe pas.

Dans le règne de la destruction où, non seulement les moyens de production

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.